

## Éléments d'analyse de la globalisation et de ses effets sur les inégalités internationales et sociales.

Pierre-Noël Giraud

Publié dans l'ouvrage :

*"S'appuyer sur l'économie sociale et solidaire pour tempérer la crise"*  
Editions du comité pour l'histoire économique et financière de la France  
Paris, Janvier 2014

La globalisation et ses effets sur les inégalités entre et au sein des nations est à mon avis un domaine de l'analyse économique où de nouveaux référentiels sont nécessaires pour comprendre, anticiper et concevoir des politiques capables d'en maîtriser les conséquences jugées politiquement indésirables.

C'est le cas de la globalisation financière, où l'irruption massive du « *shadow banking* » dans les années 2000 exige de repenser la réglementation de la finance et la politique monétaire dans ses liens avec les marchés financiers. Ces questions font cependant l'objet de recherches et de débats académiques très intenses depuis la crise de 2007, même si leur traduction politique se fait attendre.

C'est à mon sens encore plus le cas de la globalisation commerciale. En effet, oser s'interroger sur les effets du libre-échange croissant des biens et services reste un tabou dans le monde académique et politique, tandis que les modèles de commerce international n'ont pas fondamentalement évolué depuis la formulation moderne des idées de Ricardo, d'abord par Hecksher et Ohlin, puis par Samuelson et Stolper dans les années soixante. Malgré leurs raffinements récents, ces modèles restent dans le cadre d'un commerce entre nations avec des facteurs de production et même des firmes attachés à chaque territoire. À ma connaissance, aucun de ces modèles ne rend compte du triple mouvement des inégalités qui accompagne la globalisation : réduction rapide des inégalités internationales entre pays dits émergents et anciens pays riches, stagnation d'un nombre encore grand de pays pauvres, augmentation parfois très rapide des inégalités internes presque partout.

Il est vrai que depuis les années quatre-vingt-dix, l'écrasante majorité des économistes considère que le rattrapage des pays émergents, d'une part, et l'augmentation des inégalités internes, d'autre part, sont des processus indépendants. À la question posée par Freeman en 1995 : « *Are your wages set in Beijing ?* »<sup>1</sup>, la réponse quasi unanime des économistes fut non. La globalisation favorise le rattrapage, ce dont on conviendra aisément, mais n'est « pas coupable »<sup>2</sup> de l'augmentation des inégalités internes. Le coupable à leurs yeux, c'était le progrès technique « biaisé en défaveur du travail peu qualifié ». Mais pourquoi était-il ainsi biaisé, alors qu'il ne l'était pas pendant les « Trente Glorieuses » où, malgré la croissance rapide du commerce mondial, les inégalités internes s'étaient partout réduites ? Cela restait un profond (et très commode) mystère...

J'ai été, avec quelques-uns, d'un avis contraire dès 1996<sup>3</sup>. Je constate avec intérêt et plaisir que l'opinion de mes collègues évolue dans mon sens. Peu avant sa disparition, Paul Samuelson<sup>4</sup> nuancait fortement en 2004 ses thèses initiales. Quant à Paul Krugman, il reconnaissait en 2007 : « *It's no longer safe to assert that trade's impact on the income distribution in wealthy countries is fairly minor. There's a good case that it is big, and getting bigger* »<sup>5</sup>.

Il nous faut décidément inventer « de nouveaux référentiels » pour analyser la globalisation et ses effets sur les inégalités.

---

<sup>1</sup> FREEMAN (R. B.), « *Are your wages set in Beijing ?* », *Journal of Economic Perspectives*, 1995.

<sup>2</sup> Titre de la traduction française d'un recueil d'articles de KRUGMAN (P. R.), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, 2000.

<sup>3</sup> GIRAUD (P.-N.), *L'Inégalité du monde*, Gallimard, 1996. Épuisé, en cours de réédition. Les principales thèses de ce livre sont reprises, développées et en partie formalisées in GIRAUD (P.-N.), *La mondialisation. Émergences et Fragmentations*, éd. Sciences Humaines, seconde édition, 2012.

<sup>4</sup> SAMUELSON (P. A.), « Where Ricardo and Mill rebut and confirm arguments of mainstream economists supporting globalization », *Journal of Economic Perspectives*, 2004.

<sup>5</sup> [www.voxeu.org/article/trade-and-inequality-revisited](http://www.voxeu.org/article/trade-and-inequality-revisited).

## De nouveaux modèles pour analyser la globalisation

Cela passe à mon avis par un changement de cadre analytique d'ensemble, avec des modèles de simulation prenant pleinement en compte des imperfections de marché ainsi que la production de nouvelles données pour tester ces modèles.

### Des firmes globales « dans les nuages »

Il existe une économie globale, où sont produits les biens et services nomades, ceux qui circulent entre « territoires<sup>6</sup> », et autant d'économies sédentaires que de territoires. Les économies sédentaires produisent les biens et services qui, pour des raisons économiques ou réglementaires, ne traversent pas les frontières du territoire. L'économie globale est le terrain de la compétition entre des firmes que l'on qualifiera elles-mêmes de globales, dès qu'elles mettent en mouvement facteurs de production, biens et services entre au moins deux territoires. La finance globalisée exige des firmes globales des rendements identiques pour le même niveau de risque, et leur impose sur ce plan une compétition acharnée. Les firmes globales à leur tour mettent les territoires en compétition pour la localisation de segments de chaînes de valeur.

Deux grandes révolutions techniques de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Internet et le conteneur, leur ont, en effet, permis de faire éclater les chaînes de valeur et d'en localiser chaque segment dans le ou les territoires qui présentent, pour ce segment, le meilleur rapport qualité prix du capital humain présent sur ce territoire mais aussi du capital social du territoire (institutions, gouvernance, etc.) et, enfin, du capital technique (et naturel) attaché au territoire (infrastructures, ressources naturelles).

Les firmes globales sont donc « dans les nuages », sans plus d'attache particulière à un territoire donné. En localisant ici ou là des segments de chaînes de valeur, elles rendent parfaitement mobiles non seulement le capital financier, mais aussi les technologies et savoir-faire qui améliorent le capital humain et constituent aujourd'hui le facteur de production décisif. Les hommes pour l'essentiel (migrations et déplacements temporaires mis à part) restent attachés à un territoire, mais ce qui rend les nomades d'un territoire compétitifs dans l'économie globale, les connaissances et compétences, est désormais un facteur de production mobile, même s'il se diffuse à des rythmes différents selon les territoires et l'action des firmes globales dans ce territoire.

### Emplois nomades et sédentaires au sein des territoires

Dans tout territoire mis en compétition avec d'autres par des firmes globales, il faut distinguer dans la population active deux groupes d'emplois et, par extension, d'individus en tant qu'ils occupent ces emplois.

D'une part, les emplois que les firmes globales mettent en compétition directe avec des emplois situés dans d'autres territoires. Ces emplois sont directement engagés dans la production des biens et des services internationalement échangeables : des biens agricoles et manufacturés à tous les services qui peuvent être délivrés à distance grâce à la numérisation, en passant par le tourisme. De tels emplois ne peuvent subsister dans un territoire donné que s'ils sont « compétitifs », au sens usuel du terme, dans l'économie globale. S'ils perdent leur compétitivité, ils disparaissent du territoire et une firme globale les recrée dans un autre. C'est pourquoi nous appellerons ces emplois des emplois « nomades ». Si la compétitivité d'un territoire, c'est-à-dire son attrait pour les firmes globales, diminue par rapport aux autres, le nombre des emplois nomades dans le territoire se réduit. Dans ce cas, les individus qui ont perdu leur emploi nomade soit deviennent chômeur, soit se « déversent », comme aurait dit Alfred Sauvy, dans le second groupe, celui des emplois « sédentaires », non directement soumis à la compétition internationale.

Les emplois sédentaires ne sont en compétition, possiblement très vive, qu'entre eux dans la production de biens et services d'usage local : bâtiments et travaux publics, industries produisant des biens à de faibles valeurs à la tonne qui circulent donc peu, comme les matériaux de construction, production et fourniture d'électricité ou d'eau, commerce de détail, services à la personne, enfin toute la gamme des services publics : enseignement de base, santé, police, administration. À condition que la demande de biens et services sédentaires que les nomades d'un territoire adressent à « leurs » sédentaires ne diminue pas, lorsqu'un sédentaire perd son emploi, un chômeur en bénéficiera, car la demande pour les biens sédentaires n'a pas varié.

### De nouveaux modèles

Ce qu'il s'agit de modéliser, c'est tout d'abord la dynamique de localisation par les firmes globales « dans les nuages » des emplois nomades entre territoires, puis les rapports économiques entre nomades et sédentaires au sein de chaque territoire.

---

<sup>6</sup> J'appelle « territoire » un espace géographique délimité par des frontières où tous les facteurs de production, en particulier les hommes, ainsi que les marchandises peuvent circuler librement. Ce sont en général des États-nations, mais pas toujours. Ainsi l'Union européenne est un territoire, tandis que la Chine, en contrôlant encore la circulation interne des hommes, cloisonne en réalité son propre territoire.

Bien sûr, ces deux questions ne sont pas indépendantes. C'est ce qui rend le problème intéressant et compliqué, car cela exige de modéliser des dynamiques et non de simples équilibres, fussent-ils des équilibres inter-temporels, c'est-à-dire des trajectoires optimales.

Donnons-en une illustration intuitive. Les sédentaires d'un territoire sont d'autant plus riches que sont nombreux et riches « leurs » nomades, ceux qui sont présents sur le territoire et qui leur achètent des biens et services locaux, soit pour leur consommation finale, soit comme moyens de production. Mais inversement, plus les sédentaires d'un territoire sont pauvres, plus les nomades de ce territoire leur achètent bon marché les biens et services locaux et plus ils sont compétitifs dans l'économie globale. Ils deviennent donc rapidement nombreux et riches, ce qui enrichit alors leurs sédentaires... et érode en conséquence la compétitivité des nomades... un système dynamique bouclé.

De plus, la dynamique de localisation des emplois nomades, donc la dynamique de l'économie nomade globale, présente à l'évidence de nombreuses « imperfections de marché » comme les qualifient les économistes. Des économies d'agglomération, par exemple. Une firme globale de matériel électronique localisera une nouvelle unité d'assemblage final à Shenzhen et non (pour le moment) à Kinshasa, parce que des milliers d'autres entreprises du secteur s'y trouvent déjà et parce que le capital social y est bien meilleur, ce qui les fait toutes bénéficier de fortes « externalités positives » (une imperfection de marché pour les économistes). Des externalités positives puissantes caractérisent aussi la diffusion des savoirs et savoir-faire. C'est pourquoi il est bien plus facile et donc rapide d'améliorer sa productivité en imitant (au mépris, en général, de toutes les règles de la propriété intellectuelle qui sont censées « internaliser » les externalités positives dans la diffusion des connaissances) qu'en innovant.

Prendre en compte des imperfections de marché massives et variables avec le temps exige, à mon avis, de changer de type de modèle mathématique pour représenter les dynamiques à l'œuvre dans la globalisation. Ma conviction est que les modèles actuellement utilisés par l'écrasante majorité des publications, à savoir des modèles d'équilibre inter-temporels avec anticipations rationnelles des acteurs, ont atteint leurs limites heuristiques.

Il faut en changer et passer à des modèles de simulation, à l'image de ceux utilisés par les ingénieurs, par exemple pour simuler le vol d'un avion ou la déformation des matériaux. Or, chez les économistes, ces modèles n'ont pas encore bonne réputation et sont généralement refusés par les quelques revues qui font les brillantes carrières, au nom de ce qu'ils sont *ad hoc*, c'est-à-dire qu'on peut *a priori* leur faire dire n'importe quoi.

Il est vrai que leurs résultats dépendent très fortement des conditions initiales et de paramètres exogènes, et qu'on ne peut, en général, pas en tirer des « théorèmes » valides en tout temps et en tout lieu. Mais est-ce là l'objectif que doit se fixer l'analyse économique ? Certainement pas, à mon avis.

De plus, même les modèles d'optimisation « classiques » de l'économie, pour peu qu'ils soient un peu complexes (et ils le sont très vite dès qu'ils prennent en compte des imperfections de marché), exigent des résolutions numériques aux résultats tout aussi dépendants des paramètres et conditions initiales ou terminales (les conditions aux limites des modèles de contrôle optimal). Ils ne sont donc sur ce plan en rien supérieurs aux modèles de simulation avec des agents « tâtonnant dans le brouillard », par exemple. Les économistes en sont conscients, qui mettent désormais l'accent sur la nécessité de calibrer les modèles par l'économétrie et de les confronter aux données qui décrivent la « réalité ». Les modèles de simulation aussi doivent évidemment se soumettre à l'épreuve du réel. Mais quel réel mesure-t-on ?

#### Construire les données pertinentes

Cela nous conduit à la troisième exigence, la construction de données pertinentes pour tester les modèles. Les statistiques économiques ont toujours un temps de retard sur les questions que l'analyse économique souhaite traiter. C'est normal. Mais aujourd'hui, l'écart est devenu considérable et nous avons cruellement besoin :

- de statistiques du commerce international en valeur ajoutée, comme l'illustre le célèbre exemple de l'iPhone 3<sup>7</sup>, et comme le soulignait avec force et constance depuis des années l'ancien directeur général de l'OMC, Pascal Lamy ;
- des statistiques de stocks et pas seulement de flux. Il faut mesurer les stocks de capital productif et leurs variations et pas seulement les flux de biens et services. C'est dans le domaine du capital naturel que cette exigence a émergé et commence à connaître un début de quantification<sup>8</sup>, mais on ne sait pas

<sup>7</sup> Dans les statistiques actuelles, un iPhone, qui est assemblé en Chine, est compté à 100 % dans les exportations chinoises, alors que le segment du montage final, le seul qui soit localisé en Chine (il est sous-traité par Apple à une société taïwanaise opérant sur le continent), ne compte que pour 4 % de la valeur ajoutée de la fabrication, tandis que 34 % sont localisés au Japon et 17% en Allemagne. (Andrew Rassweiler, IHS iSuppli Market Research (June 4, 2009). [http : //www.isuppli.com](http://www.isuppli.com))

<sup>8</sup> Voir le rapport STIGLITZ-SEN-FITOUSSI : [www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport\\_francais.pdf](http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf)

encore mesurer le capital humain et social, dont une étude pionnière de la Banque mondiale<sup>9</sup> a pourtant montré en 2006 qu'il était à l'origine de près de 60 % de la richesse dans les pays les plus pauvres et de plus de 80 %, voire 90 %, dans les pays riches. On n'a, par exemple, aucune idée de ce qu'en Europe, la « désindustrialisation » détruit de notre capital humain et social, un capital longuement accumulé et qu'il nous sera fort difficile et coûteux à reconstituer quand les pays émergents nous auront rattrapés<sup>10</sup> ;

- enfin, les comptabilités nationales ignorent le nombre, les valeurs ajoutées, les revenus, des emplois nomades et sédentaires, même si on peut tenter de les calculer à partir de statistiques sectorielles détaillées, comme nous le montrerons ci-dessous.

Quelques pistes pour avancer.

Avec Franck Lirzin, Lisa Giffon, Antonin Pottier, j'ai entrepris, dans le cadre proposé ci-dessus, une modélisation de la globalisation ainsi qu'une première tentative de quantification des emplois nomades et sédentaires dans les pays de l'OCDE.

Un modèle simple des rapports nomades-sédentaires au sein d'un territoire.

Ce modèle, déjà ancien, a été publié dans *La mondialisation. Émergences et Fragmentations*. J'en résume ici les résultats et les indications de politique économique qu'il suggère.

Au sein d'un territoire, on distingue deux types d'emplois : nomades et sédentaires, en proportion **n** et **1 - n**, respectivement.

Les nomades sont plongés dans l'économie globale. Ils produisent, importent et exportent des biens nomades. Leur compétitivité relative, par rapport aux nomades des autres territoires, est donnée par **p<sub>t</sub>**, le prix relatif, par rapport à la moyenne mondiale des nomades, auquel ils parviennent à se vendre dans l'économie globale.

Les sédentaires produisent des biens sédentaires. Ils en consomment une partie et en échantent une autre avec leurs nomades contre des biens nomades produits ou importés par ces derniers.

Tant les nomades que les sédentaires dépensent une fraction **e** de leurs revenus en biens sédentaires et **(1 - e)** en biens nomades<sup>11</sup>.

Dans ce modèle, on ne détermine ni la proportion **n** d'emplois nomades dans le total des emplois, ni leur compétitivité relative **p<sub>t</sub>**. Cela relèverait d'un modèle de l'économie globale nomade (par ailleurs en cours de construction). Ici, nous ne nous intéressons qu'aux rapports entre nomades et sédentaires au sein d'un territoire. Ce sont donc des données exogènes, nous analysons simplement leurs conséquences sur la croissance du territoire, et sur les inégalités entre nomades et sédentaires au sein du territoire, et nous les constatons dans la partie empirique de la recherche.

On ne peut, nous semble-t-il, faire plus simple pour décrire les relations entre nomades et sédentaires. C'est un modèle classique d'équilibre, et par conséquent loin encore de l'objectif de modèle de simulation dynamique ci-dessus évoqué. Pourtant, il modifie quelque peu, à notre avis, le regard qu'on peut porter sur les politiques de croissance et de réduction des inégalités dans un territoire soumis par la globalisation des firmes à une compétition avec tous les autres, laquelle détermine le nombre **n** et la compétitivité relative **p<sub>t</sub>** de ses nomades.

Les résultats sont les suivants :

$$PIB = \frac{1}{1-e} \cdot n \cdot N \cdot p_t \cdot r_w$$

$$i = \frac{1-n}{n} \cdot \frac{1-e}{e}$$

Rappelons les notations :

- **e** mesure la part du revenu dépensée en biens sédentaires, c'est-à-dire la « préférence » pour les biens sédentaires,

<sup>9</sup> Étude intitulée « Where is the Wealth of Nations ? » et disponible à : <http://go.worldbank.org/2QTH26ULQ0>

<sup>10</sup> Voir GIRAUD (P.-N.), WEIL (T.), *L'industrie française décroche-t-elle ?*, La Documentation française, coll. « Doc' en Poche », 2013.

<sup>11</sup> Techniquement, cela signifie que la fonction d'utilité des deux groupes est une Cobb-Douglas :  $U = Q_s^e \cdot Q_n^{(1-e)}$ , avec  $Q_s$  et  $Q_n$ , les quantités consommées de biens sédentaires et nomades.

- **n** est la part des nomades dans la population totale,
- **N** est la population totale du territoire,
- **pt** est le revenu par tête relatif des nomades du territoire par rapport à la moyenne mondiale,
- **rw** est le revenu moyen des nomades dans le monde,
- **i** est l'indice d'inégalité, c'est-à-dire : revenu par tête des nomades/revenu par tête des sédentaires.

Les conclusions sont simples :

– la croissance du PIB vient de :

- la croissance de **n** et de **pt** : augmentation du nombre relatif et/ou de la compétitivité relative des nomades dans l'économie globale<sup>12</sup> ;
- l'augmentation de **e**, préférence pour les biens sédentaires ;

– la réduction des inégalités entre nomades et sédentaires vient de :

- l'augmentation du nombre relatif **n** de nomades dans la population du territoire ;
- l'augmentation de **e**, préférence pour les biens sédentaires.

Remarquons que la compétitivité des nomades n'intervient pas dans les inégalités entre nomades et sédentaires. Cela signifie qu'on peut avoir une croissance vigoureuse du PIB qui en même temps accroisse les inégalités. Il suffit pour cela que **n** décroisse tandis que **pt** augmente plus rapidement. Des nomades de moins en moins nombreux mais de plus en plus compétitifs, donc riches, signifient donc une société certes en croissance, mais plus inégalitaire.

Il s'en déduit les prescriptions de politique économique suivantes.

Pour stimuler la croissance tout en réduisant les inégalités, il faut :

- accroître la compétitivité **pt** des nomades dans l'économie globale ;
- augmenter le nombre relatif **n** des nomades ;
- accroître la préférence **e** pour les biens et services sédentaires.

Le premier point est admis par tous. On le rabâche depuis la « stratégie de Lisbonne » où l'Europe, il y a déjà dix ans s'est promis d'exceller dans l'économie de la connaissance. Remarquons cependant que, selon une étude du McKinsey Global Institute, le « *high tech* » et les « marques » (industrie du luxe, par exemple) ne représentent que 12 et 6 % respectivement de la valeur ajoutée industrielle en France et encore moins de l'emploi nomade. Ceux qui prônent uniquement la spécialisation dans le « *high tech* » et les « marques », ou en d'autres termes dans l'économie de la « connaissance », privilégient la qualité des nomades et non pas leur nombre et nous préparent une économie possiblement dynamique, mais toujours plus inégalitaire, à l'exemple des États-Unis.

Il faut, en effet, augmenter aussi le nombre relatif **n** des nomades, particulièrement si on veut réduire les inégalités. Pour cela, il faut réindustrialiser notre territoire dans les industries plus ordinaires où le Chine est déjà en train de perdre sa compétitivité-coût.

Quant au troisième point, augmenter **e**, il est dramatiquement négligé dans les politiques actuelles. Il faut faire beaucoup plus d'efforts pour augmenter **e**, ce qui ne peut passer que par l'augmentation de la qualité des biens et services sédentaires. Si on raisonne en termes de services rendus, biens et services sédentaires et nomades sont, en effet, bien plus substituables qu'on ne le pense. On peut manger une pizza surgelée devant un *blockbuster* américain vu en *pay per view*, ou aller au restaurant puis au théâtre pour finir la soirée dans un bar à vins français. On peut fabriquer de l'électricité avec des centrales à gaz, des éoliennes, du bois. Un grand nombre de biens et services finaux (les services de transport urbain, par exemple) peuvent être rendus par des combinaisons d'emplois nomades et sédentaires en proportions variées. C'est l'un des enjeux de la « croissance verte » de déterminer si elle relativement plus sédentaire que ses alternatives. Quant au secteur de l'économie sociale et solidaire, dont il est beaucoup question dans ce colloque, il peut y contribuer, car *a priori* il est plutôt sédentaire. Mais ce point reste à vérifier : encore une fois, nous manquons des statistiques nécessaires en la matière.

<sup>12</sup> Bien sûr, le PIB croît aussi avec l'augmentation de la population **N** et du niveau de richesse moyen **rw** des nomades dans le monde. Mais ce sont là deux paramètres sur lesquels un gouvernement ne peut rien.

Une tentative de quantification des emplois nomades et sédentaires dans quelques pays de l'OCDE

Pour finir, présentons un essai de quantification de l'évolution depuis 1992 des emplois nomades et sédentaires dans l'OCDE, réalisé en collaboration avec Lisa Giffon, à partir du traitement de la base de données STAN, qui donne dans la nomenclature sectorielle ISIC les emplois, la valeur ajoutée, les exportations et les importations, et parfois les salaires moyens par secteur.

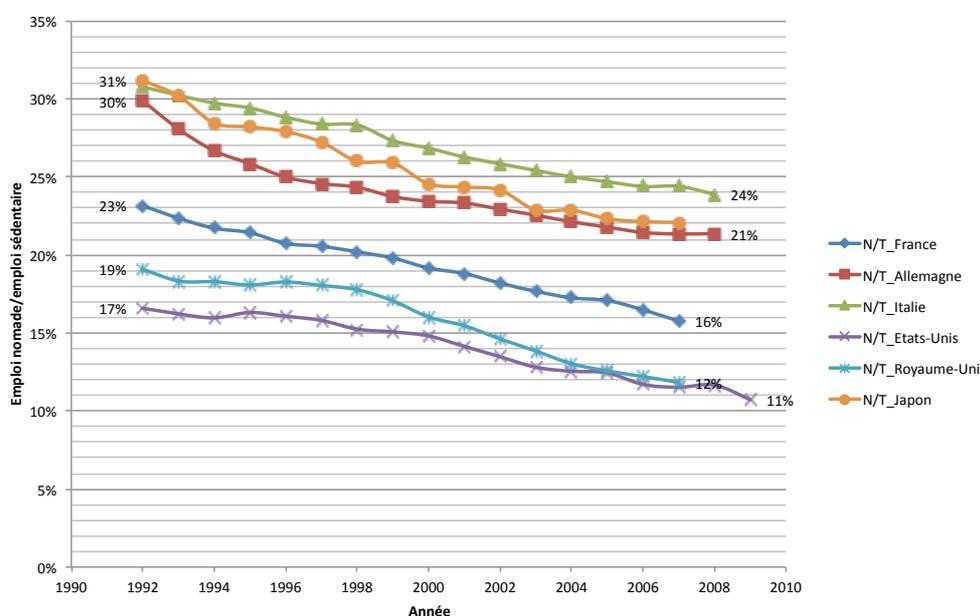
Nous avons considéré comme nomade un secteur dont le taux d'ouverture : exportations + importations/2 × valeur ajoutée est supérieur à 10 %.

Les emplois nomades dans les services sont sous-estimés dans ce calcul. Mais les services ne représentent que 20 % du commerce mondial en 2007, une part stable entre 1995 et 2007. Ce commerce se décompose en : transports : 24 %, voyages : 25 %, autres services : 50 %. En France, en 2010, les emplois nomades dans les secteurs des services représentaient en moyenne 5 % de l'emploi total, malgré la bonne position de ce territoire dans ces secteurs (résultat extrait de la base Stat.WTO.org). Sous-estimer les emplois nomades dans les services ne modifie donc pas fondamentalement les *tendances* présentées dans les graphiques ci-dessous.

Les résultats sont les suivants.

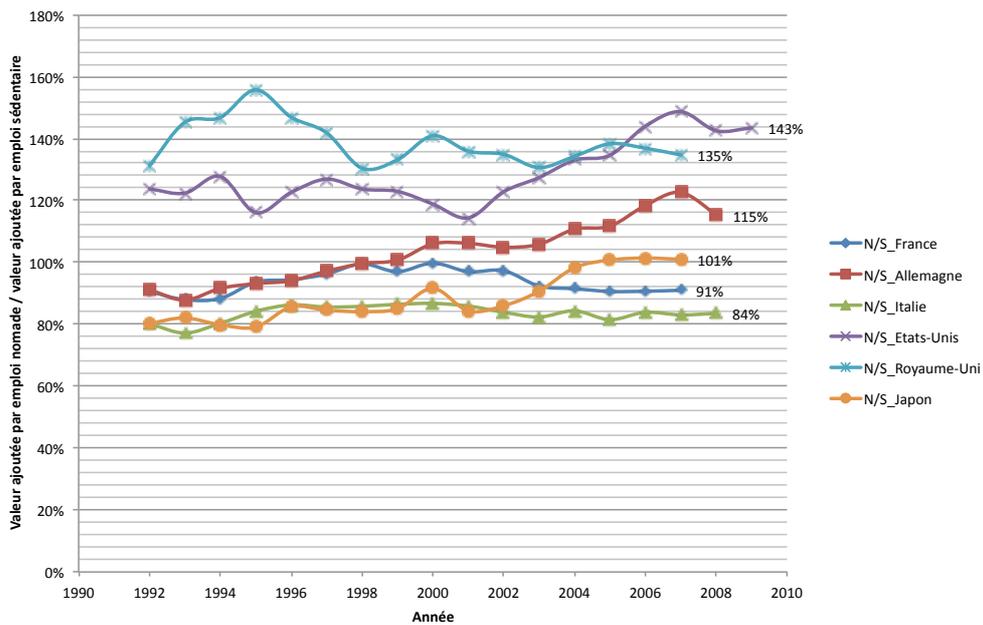
Le pourcentage d'emplois nomades dans l'emploi total diminue dans les six principaux pays de l'OCDE depuis 1992, dans des proportions similaires (réduction d'environ 30 % dans tous les pays). Il reste plus important, en 2008, en Allemagne, au Japon, en Italie qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis, la France étant dans une position intermédiaire avec 16 % d'emplois nomades.

Evolution du ratio "emploi nomade/emploi total" depuis 1992



La valeur ajoutée relative par emploi nomade (valeur ajoutée par emploi nomade/valeur ajoutée par emploi sédentaire) est plus élevée aux États-Unis et en Grande-Bretagne que dans les autres pays. Depuis 2000, elle augmente aux États-Unis, en Allemagne et au Japon, alors qu'elle baisse en France et stagne en Italie et en Grande-Bretagne. Cela traduit, dans les trois premiers pays, une « montée en qualification » et une amélioration du prix auquel se vendent les nomades sur le marché global.

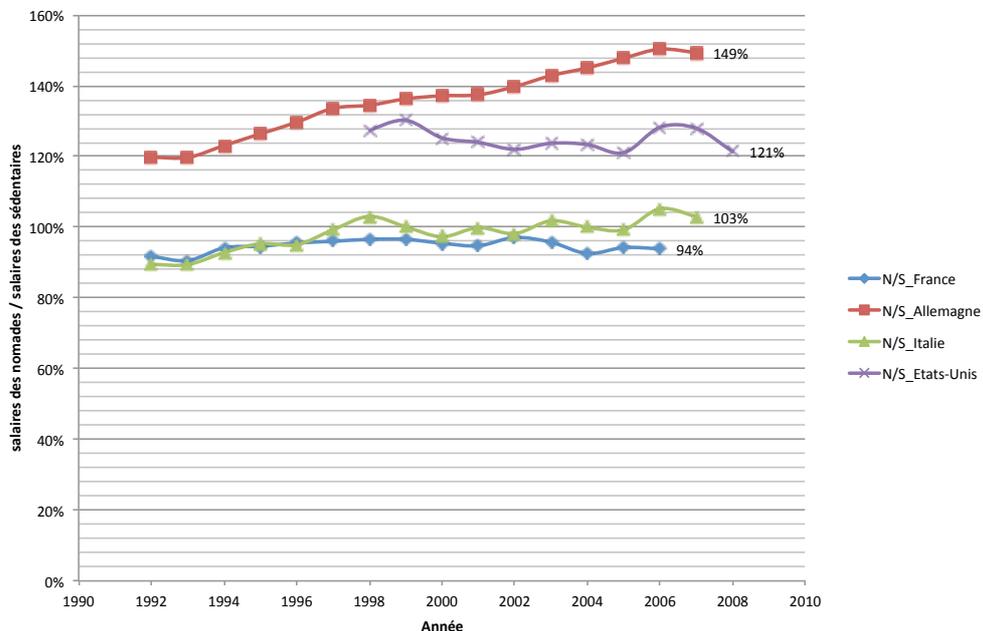
### Valeur ajoutée relative par emploi en valeur depuis 1992



Le salaire relatif nomades/sédentaires, donc l'inégalité entre les deux types d'emplois :

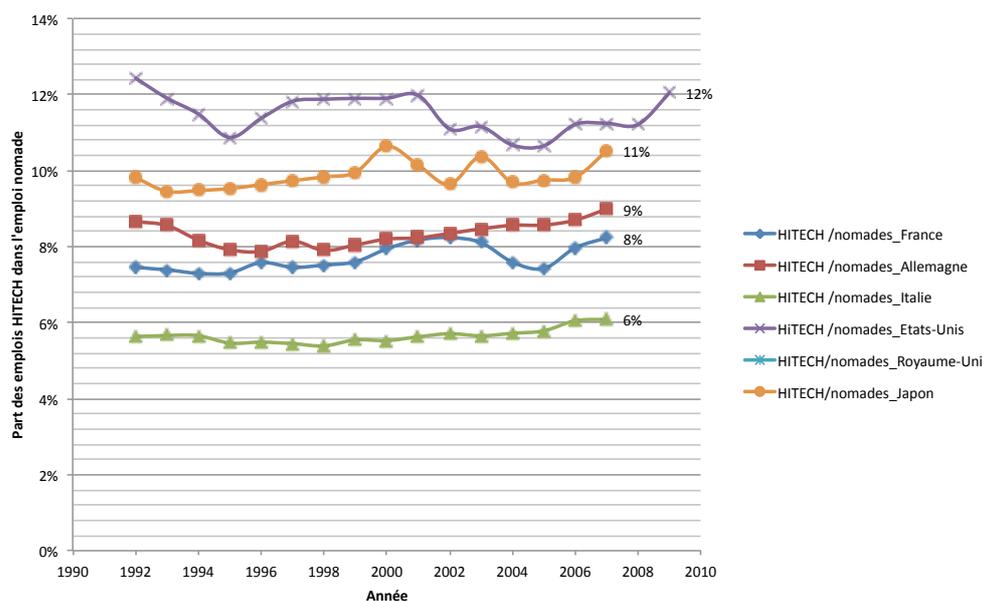
- est plus élevé aux États-Unis et en Grande-Bretagne que dans les autres pays ;
- augmente cependant rapidement en Allemagne, mais pas en France et en Italie, où, on l'a vu, la valeur ajoutée relative par emploi nomade stagne.

### Salaire relatif depuis 1992



La part des emplois « *high tech* » (au sens de l'OCDE) au sein des emplois nomades reste partout inférieure à 12 % et surtout reste globalement stable depuis 1992, confirmant que c'est une illusion de ne compter que sur eux pour augmenter la part des emplois nomades dans l'emploi total.

## Part des emplois de haute technologie dans l'emploi nomade depuis 1992



### Conclusions

Ces tout premiers résultats d'une recherche en cours confirment à notre avis, tant sur le plan théorique qu'empirique, l'intérêt de l'approche en termes de nomades et sédentaires que nous proposons.

Cette approche permet d'ajouter un angle de vue intéressant aux comparaisons classiques entre pays. Ainsi, la France et l'Allemagne perdent des emplois nomades au même rythme, mais ceux de l'Allemagne se vendent de plus en plus cher sur le marché mondial. En Allemagne, les qualifications croissantes des nomades s'accompagnent d'une augmentation des inégalités entre les sédentaires et eux. L'Allemagne s'engage ainsi dans la voie des États-Unis.

Elle fonde aussi des recommandations de politique économique originales. Il ne faut pas se concentrer uniquement sur la montée en gamme et la compétitivité de ses nomades, il faut aussi augmenter leur nombre. On néglige trop la source de croissance et de réduction des inégalités que représente le secteur sédentaire.